



# « BAS LES MASQUES »

## LE COMBAT DES COUTURIÈRES GRUGÉES

Valérie LOOTVOET

Directrice de l'Université des Femmes

Lors de l'arrivée de la pandémie en Europe, les autorités semblent avoir regardé les faits comme ceux qui regardent l'eau monter du haut d'une tour. C'était en Italie, et les virus ne passaient pas les frontières, semblaient-ils penser. De manque d'anticipation à affolement, de surprise comme d'inexpérience face à une telle situation, c'est finalement sur la population, et notamment sur les femmes, que les politiques se sont retournés pour pallier les « trous » dans la chaîne de production des matériaux de soin. Et ce sont les travaux de femmes qui se sont retrouvés, comme souvent, dans l'œil de la gratuité et du don de soi. Voici l'histoire de « *Bas les masques* », ou comment l'action politique se forme au départ de pratiques d'aiguilles.

Au départ était une couturière, Annabelle Locks, costumière et couturière professionnelle, qui observe avec circonspection ce qui se passe dès le mois de mars 2020 en Belgique comme en France : des dirigeants belges et français ont fait détruire les stocks de masques chirurgicaux par millions, et ne les ont pas remplacés ou seulement en partie, largement insuffisante.

En Belgique, selon *La libre Belgique*<sup>1</sup>, le cabinet de Maggie de Block aurait fait détruire 22 millions de masques dont la qualité n'était pas testée, et donc potentiellement utilisables, cela dans le but de réduire des coûts de transport et de déplacement du stock suite à l'achat de l'espace qui servait d'entrepôt. En France, FranceTvInfo<sup>2</sup> relate que Jérôme Salomon, Directeur général de la santé, a commandé 100 millions de masques au lieu d'un milliard, que préconise un rapport d'experts rendu moins d'un an avant la pandémie.

Il n'en y a donc plus en suffisance, et ceux qui existent encore sont évidemment dévolus aux services de santé. Mais très vite les centres hospitaliers, les maisons de repos, centres médicaux, pharmacies et

infirmier-es à domicile en manquent. Les travailleur-euses de première ligne, de manière générale, ne sont pas protégées : employé-es des transports publics, des services postaux, de nettoyage des espaces publics, des supermarchés...

Face à la pénurie, les États vont lancer des appels à confection bénévole à la population : il faut coudre, car les commandes qu'ils ont effectuées à l'étranger sont des arnaques, ou ont été annulées, ou n'arrivent pas, ou encore ne sont pas conformes... On rebondira régulièrement au rythme de « la saga des masques », qui mettra surtout en lumière les errements des dirigeants.

La population est donc invitée à sortir les machines, le fil, et la matière première. Or, cette population a un sexe : dans nos contrées, la couture est un savoir-faire traditionnellement féminin, qu'il s'agisse de couture domestique ou de couture professionnelle.

Rapidement, des réseaux informels de citoyennes se mettent en place, se servant de Facebook comme seul moyen d'organiser la coopération, dans cette période de

confinement où se réunir pour travailler ensemble est devenu interdit, y compris pour coudre les masques.

Ce sont donc les femmes qui s'engouffrent dans la demande. Comment la refuser : les femmes ont l'habitude de travailler gratuitement, et ces masques peuvent sauver des vies. Elles ont vu le nombre des morts en Italie, elles suivent les chiffres quotidiens des contaminations en Belgique et en France. Dans l'urgence, elles répondent « présentes » aux appels à l'aide des pouvoirs publics. Mais celles qui, comme Annabelle Locks et ses consœurs, tiquent sur la gratuité, vont se le voir reprocher rapidement. Mettant en question la dimension sacrificielle exigée des femmes, là où les autres maillons de la chaîne sanitaire sont quant à eux rémunérés, elles vont subir insultes et qualifications diverses : égoïstes, dégueulasses, profiteuses, opportunistes... Les femmes qui interrogent le monde et ses inégalités sont mal perçues, surtout en temps de crise.

Ainsi, explique Annabelle, « *nous n'avons rien contre la solidarité, ce qui nous a été reproché dès le début. Beaucoup de gens nous ont quasiment fait passer pour les*

ennemies des femmes qui cousaient en tant que bénévoles, comme si nous nous opposions à elles, comme si c'étaient elles que nous critiquions, alors que nous prenions leur défense... Ce que nous critiquions, c'est le système qui a favorisé l'instrumentalisation de leur générosité par les pouvoirs publics et certaines entreprises qui en ont largement profité. J'ai personnellement été insultée, cyber harcelée au point que la RTBF en a fait un sujet. Des centaines de messages, jour et nuit sur les réseaux sociaux, et même sur mon téléphone. « Pensez aux morts », « c'est dégueulasse de vouloir s'enrichir sur le dos de la crise ». Les nombreux témoignages que nous avons récoltés ensuite font souvent état de menaces et d'insultes. Celles qui revendiquaient des droits étaient agressées, une violence psychologique effroyable s'est abattue sur celles qui – légitimes pourtant – disaient : « notre travail mérite salaire ». Leurs droits fondamentaux n'étaient pas respectés et cela dans un mépris général de la part de la classe politique et de la société : on considérait comme normale l'exploitation de leur travail. On nous disait : « mais c'est dans la nature des femmes, le don de soi, la générosité, et personne ne les a forcées... »

À nouveau, le « choix » et la « volonté » sacrificielle des femmes ont été convoqués, comme l'exemplifie Annabelle à propos des expériences télévisées portant sur la question : « les deux journalistes (de deux chaînes privées francophones) qui m'ont reçue sur leurs plateaux de télévision m'ont opposé cette remarque : personne n'avait forcé les couturières à travailler gratuitement puisque c'était fait sur base de volontariat. C'était donc leur choix individuel, fondé sur leur libre-arbitre et elles n'avaient qu'à s'en prendre à elles-mêmes d'avoir accepté si finalement elles n'étaient plus d'accord pour travailler gratuitement. Et j'ai dû me battre pour faire entendre que ce choix n'était pas tout à fait libre, dans un contexte de crise sanitaire, d'urgence pour protéger des vies et de pénurie ! Ce type de réflexion minimisait la responsabilité des dirigeants et niait le poids de l'injonction que les femmes subissaient. Elles étaient nombreuses à témoigner qu'elles avaient cédé à la pression sociale : « J'avais une machine à coudre. Ma famille, mes ami-e-s, mes voisin-e-s m'ont demandé pourquoi je ne fabriquais pas de masques pour les donner. »

Pourtant, ces couturières ont constaté que les appels à confection<sup>3</sup> engagent les femmes dans des demandes qu'elles ont

ensuite du mal à lâcher, et qui sont sans rémunération, accompagnement financier de leurs moyens de production ou encore assurance en cas d'accident du travail ou de dégâts sur le matériel personnel employé pour la confection.

De même – et de même que le travail des femmes semble toujours fait par enchantement, avec l'invisibilité corollaire –, les tissus, élastiques, fils vont sembler sortir du chapeau tel un lapin, là où ces couturières vont en fait, une fois leur stock personnel épuisé, tailler dans des draps, des jeans, des chemises et dénicher de vieux rubans élastiques ou les acheter quand elles en trouvent encore, les merceries ayant fermé dans un premier temps, un comble. Notons qu'ensuite, en revanche, ces magasins ont été autorisés à réouvrir.

Pour se fournir, plusieurs solutions : connaître personnellement des détaillants de tissus qui parfois acceptent d'ouvrir leur boutique, sur rendez-vous, de manière clandestine puisque les règles instaurées par les comités de sécurité l'interdisent. Organiser des collectes de tissus au niveau local avec le soutien de voisin-e-s de quartier qui déposent draps, rideaux, vêtements de seconde main. Dans ces deux cas, les couturières se voient obligées de transgresser les mesures officielles, elles seront nombreuses à dire le stress engendré par ces situations d'injustice où coudre pour répondre à la pénurie et aux demandes gouvernementales les a placées en illégalité. Ou encore, elles commandent leurs tissus sur le site internet d'un grand magasin bruxellois qui propose un nombre limité de paniers par jour : pour avoir la chance de recevoir ses fournitures précieuses, il faut cliquer sur « valider » entre 8:00 et 8:01 tant il y a de demandes. Un parcours de combattante. Qu'à cela ne tienne, les couturières du Covid ne reculent devant aucun obstacle.

Annabelle Locks décrit la situation en ces mots : « Certains groupes bénévoles sont des mobilisations citoyennes spontanées de solidarité, organisées en un formidable réseau complexe de production et de distribution de masques, montrant ainsi leur élan magnifique de générosité et surtout leur professionnalisme. Elles doivent réinventer tout un processus industriel, éclaté dans l'espace puisque chacune chez soi, et dans une période où l'approvisionnement en matières premières est rendu très

difficile. Comment comprendre que les magasins de bricolage restent ouverts et pas les merceries et magasins de tissus ?

Elles trouvent pourtant des moyens d'acheter à leurs frais le matériel nécessaire, dont les prix ont flambé à cause de l'augmentation extraordinaire de la demande. À chaque problème elles trouvent des solutions. D'autres répondent aux appels à l'aide des pouvoirs publics, de véritables SOS qui fleurissent un peu partout, relayés par la Police Belge et la Direction Générale des Armements en France. Puis les communes, régions, départements, les appels à couturières bénévoles poussent comme des champignons. C'est le début d'un recrutement massif de travailleuses bénévoles qu'on appelle joliment les « couturières solidaires ». Des entreprises privées lancent les appels à bénévoles, dont certaines qui sont financées par l'État pour cette production de masques, et elles recrutent impunément des bénévoles ».

Annabelle Locks prend alors contact avec l'Université des Femmes : elle a besoin de voir confirmée son analyse politique de la situation autant que de médiatiser l'injustice fondamentale sur laquelle elle est basée. Les deux demandes y trouveront une oreille, et le contact proposé en presse est celui de Manon Legrand pour *Axelle*, magazine féministe. Annabelle prend alors contact avec Manon Legrand pour l'alerter, lui exposer son indignation et les informations qu'elle a déjà rassemblées, et la rédaction du journal *Axelle* accepte que la journaliste fasse un article sur le sujet. Ce sera le premier dans la presse belge. Publiciser la situation a tout son sens, et cette journaliste a l'œil aiguisé sur les questions sexuées depuis déjà plusieurs années. Le 30 mars 2020, sort l'article, intitulé : « Lutte contre le coronavirus : si les couturières s'arrêtent, les masques tombent »<sup>4</sup>. On y lit que sur les 1500 bénévoles qui cousent au mois de mars pour Travie (plus de 2000 bénévoles comptabilisé-e-s au total), seuls 5,6 % seraient des hommes. On y lit la « rancœur » de voir considérée cette activité comme un passe-temps, couturière du dimanche comme on serait peintre du dimanche. On y lit la colère de voir les femmes compenser les faillites étatiques, dans ce domaine aussi. « Un sentiment total d'injustice a gagné de nombreuses couturières. Elles nous ont dit : « j'étais solidaire, et maintenant je suis juste en colère », raconte Annabelle Locks. « Mais

cela aura pris du temps pour que les bénévoles se rendent compte de la situation. Quand j'ai proposé d'utiliser le hashtag #jecomptemesheures, elles étaient choquées, comme pas encore prêtes pour prendre le recul nécessaire, trop surmenées par la production. Or, l'idée était simple : on fait appel aux femmes pour fabriquer des masques et ainsi faire reculer la propagation du virus, mais personne ne compte ni les travailleuses ni les masques produits... Il faut qu'il y ait une trace. Que le travail des couturières du Covid fasse date, qu'on le reconnaisse et qu'on s'en souvienne. Idéalement, qu'on puisse le quantifier. Lutter contre l'invisibilisation et mettre en lumière l'apport crucial du travail des femmes : en pleine pénurie de masques, les personnels des hôpitaux recevaient et portaient les masques cousus par les bénévoles et pouvaient ainsi assurer leurs fonctions. Si les travailleuses de première ligne ont pu maintenir leur activité professionnelle, c'est parce qu'il y avait des bénévoles qui rendaient cela possible, produisant masques et sur-blouses par centaines de milliers ».

Annabelle témoignera en ce sens : « Face à la crise, à l'urgence et à l'insécurité qu'elles génèrent, les citoyennes s'organisent et sauvent les pays de cette pénurie. Très vite les masques abondent. Des femmes, par dizaines de milliers, sur tout le territoire belge et français produisent et fournissent des masques en tissus qu'elles confectionnent à la chaîne, dans des ateliers de fortune installés généralement dans des cuisines, des salles à manger, et autres chambres à coucher... ces « couturières du Covid » travaillent sans relâche, ne comptent pas leurs heures. Elles travaillent en semaine, les week-ends, le soir, souvent plus de 12h par jour et souvent 7 jours sur 7. Elles travaillent dans des conditions indignes et utilisent leur propre matériel, qui n'est pas fait pour supporter de telles cadences. Leur corps non plus d'ailleurs. Leurs espaces privés deviennent de véritables petites usines de confection invisibles et souvent elles doivent gérer en même temps travail et vie de famille. Elles seront nombreuses, pendant les mois qui ont suivi, à avoir perdu leurs équipements, leurs machines à coudre, qui elles, n'auront pas survécu à ce surmenage. Elles nous raconteront, nombreuses, les cas de burn-out, de tendinites, d'épuisement. Comme leurs machines à coudre, elles n'étaient pas faites pour de telles cadences. Et,

*travaillant hors contrat, ces dégâts ne seront pas considérés comme accidents professionnels. »<sup>5</sup>*

Que tirer comme conclusion et comme revendications de tout cela ? Qu'il faut une rémunération pour le travail des couturières : *lesmasquesdebruxelles*, collectif de confection de masques par des couturières professionnelles bruxelloises est lancé. Annabelle commence seule. Son contrat de création de costumes pour une production au Théâtre des Martyrs est annulé pour cause de fermeture des lieux culturels, elle a donc le temps et l'équipement. Elle veut participer à l'effort collectif, mais refuse le travail gratuit. Elle dépose une annonce dans un commerce de sa rue, et dès lors les appels pour des commandes ne cesseront pas. Elle vend les masques qu'elle fabrique, et très vite elle doit augmenter la production pour répondre aux demandes, de plus en plus nombreuses.

Deux semaines plus tard, elle fait appel à une puis deux costumières en renfort, puis elle met en place une équipe qui va collecter les matières premières (collecte de jeans), les laver, les prédécouper avant qu'elles ne soient transformées en masques à l'atelier. Et il faudra encore s'agrandir : un chargé de production rejoint l'aventure. Il prend les commandes et organise les plannings de confection et les livraisons. Annabelle fait appel aux théâtres de Bruxelles, puisqu'ils sont désertés et qu'il faut désormais un lieu plus grand que son atelier. Monica Gomes, directrice du Théâtre la Balsamine propose de mettre à disposition un espace à titre gracieux. Dans la foulée, plusieurs théâtres bruxellois se mobilisent pour permettre au collectif *lesmasquesdebruxelles* de continuer à se développer, en prêtant des machines à coudre industrielles et offrant des matières premières. Les directeurs et directrices du Théâtre des Martyrs, du Théâtre des Galeries, du Théâtre National et du Théâtre des Riches-Clares et du Théâtre de la Vie auront ainsi apporté leur soutien au collectif, et contribué de cette manière à résoudre le problème de la pénurie. Elles seront 7 couturières, 2 collecteurs, 1 chargé de production, deux livreurs à vélo, qui pendant plusieurs semaines, ensemble, vont s'organiser pour fabriquer collectivement des masques en économie circulaire en recyclant des vieux jeans et vont politiser leur action, en exigeant des droits !

Les commandes sont passées notamment par des groupes d'infirmier·e·s libéraux·ales, de médecins, un chef de service, pour son équipe – suite à un vol du stock dont il disposait –, des travailleuses de Bruxelles Propreté, et Annabelle note que tous et toutes estiment légitime de payer pour ces masques, estimant qu'étant eux-mêmes et elles-mêmes salarié·e·s, et conservant leur emploi malgré la crise, ils-elles n'auraient pas de raison de bénéficier d'un travail gratuit. Cela révèle, selon elle, que l'idée que ces masques devaient être gratuits et offerts par les couturières bénévoles a été induite par les États belge et français à travers leur communication appelant au bénévolat. En économie classique, une demande qui augmente explique une augmentation du prix, mais en appelant au travail gratuit, les dirigeants ont en fait inversé la courbe de l'offre et de la demande jusqu'à l'aplatir.

Trois semaines après l'article paru dans *Axelle*, Aurélien Berthier, pour *Agir par la Culture*, propose alors un entretien à Annabelle Locks. Celui-ci, paru le 22 avril 2020 « Covid-19 : Masques en tissu, des costumières s'organisent pour sortir du travail gratuit » permettra de faire connaître également la cause dans les milieux militants. En France, personne ne parle encore du travail gratuit des couturières bénévoles. Annabelle fait circuler les deux publications dans ses réseaux en Belgique et en France, voyant que la situation est similaire pour les deux pays. Plus tard, contrairement à la Belgique, la France imposera des normes spécifiques aux couturières du Covid qui amèneront avec elle un lot de problématiques spécifiques, mais la gratuité et les campagnes de recrutement de couturières bénévoles sont les mêmes. Des couturières françaises contactent Annabelle après avoir lu ces deux publications pour témoigner de la même situation. Parmi celles-ci, Chris Bellay et Jackie Tadéoni. Les trois femmes entament alors une réflexion sur les stratégies de communication de la problématique, pour en faire une voix commune, et envisagent un mouvement transfrontalier. Annabelle est accompagnée de Doriane Van Overeem à Bruxelles, Chris et Jackie forment le binôme parisien. À partir de l'été, Annabelle et Jackie seront seules en charge de la suite pour le mouvement.

*Bas les masques-France* souhaite un rapprochement avec La France insoumise, ce



qui n'est d'application, forcément, pour la Belgique, et n'est donc pas souhaité par Annabelle. Cette dernière préfère travailler avec des groupes de conseil plutôt que de rattacher le mouvement à une couleur politique. Les couturières du Covid sont des femmes issues de toutes les catégories sociales, des plus défavorisées aux plus privilégiées, elle craint donc qu'associer les revendications à un parti politique ne divise les bénévoles. Elle ne souhaite aucune récupération, qu'elle soit politique ou académique.

Les médias s'intéressent au sujet, la contactent le temps d'une télévision : elle est invitée sur le plateau de l'émission « C'est pas tous les jours dimanche » RTL le 10 mai 2020, qui permet de faire connaître le combat du grand public. Suite à ce passage à la télévision, l'objectif de faire connaître *Bas les masques* et des centaines de demandes d'adhésion au groupe Facebook *Bas les masques-Belgique* arrivent en quelques heures.

L'ambition d'Annabelle est également de faire de ce combat un objet d'étude sociologique féministe et historique. Elle souhaite que cette cause soit documentée, qu'elle laisse une trace historique, que les heures de travail des couturières soient quantifiées. Manon Legrand, qui avait écrit l'article initial dénonçant l'injustice subie par les couturières, lui souffle l'idée de prendre contact avec Maud Simonet. Cette dernière, sociologue, chercheuse au CNRS et spécialiste du travail gratuit s'associe à Giulia Mensitieri, anthropologue, chercheuse à l'université Paris-Nanterre, ayant consacré un ouvrage aux métiers de la mode, *Le plus beau métier du monde*<sup>6</sup>. Avec enthousiasme, elles répondent à l'invitation pour étudier et documenter *Bas les masques*, et plus globalement, le contexte politique qui a poussé des dizaines de milliers de femmes dans le bénévolat.

Afin d'atteindre les objectifs de valorisation des droits des couturières, et d'obtenir un conseil juridique sur les questions liées au droit du travail, Annabelle décide également de contacter la Ligue des Droits Humains de Belgique francophone. La juriste Véronique Van der Plancke lui propose de travailler sur un document destiné à négocier avec les donneurs d'ordre, afin de demander des dédommagements. Ce que veut

Annabelle, c'est que les couturières, suite à une déclaration sur l'honneur, verraient, idéalement, les nombres d'heures prestées rentrer dans le calcul de leurs droits sociaux, et la récupération de leurs frais de fonctionnement, comme toutes travailleuses qui se respectent et dont les droits sont respectés. Cette proposition peut sembler étonnante, mais elle estime que si l'État a donné sa confiance à ces citoyennes pour travailler à la confection du matériel sanitaire, il doit également la lui donner concernant la hauteur des prestations, afin qu'elle puisse passer de « au noir » à « au blanc ». Ces droits sociaux, ce sont des soins ouverts en santé (certaines ont développé des tendinites, blocages du dos, *burn-out* et même arrêt de l'activité pour des couturières professionnelles), et également des cotisations dans la branche des pensions : « *En réalité ces femmes ont constitué une main d'œuvre exploitée gratuitement, elles sont restées sans nom, sans droits, et sans visages* », dénonce Annabelle. « *Elles ont été oubliées y compris symboliquement, lorsque la population fut invitée à applaudir tous les soirs, à 20 heures, les soignante-s et les professions de première ligne... mais pas les couturières* ».

Par ailleurs, de nombreux articles de presse ont commencé à fleurir sur le sujet en Belgique et en France. Malheureusement, trop souvent ils sont illustrés par des photos montrant des hommes au travail, alors qu'au moins 95 % des bénévoles sont des femmes ! Annabelle y voit un des outils de l'invisibilisation, en constatant que quand l'État français commande une vidéo qui sera diffusée sur la Tour Eiffel, conçue comme une mosaïque de portraits de professionnel-le-s ayant été essentiels pour le pays pendant la crise, les couturières sont encore absentes. L'autre type d'illustration récurrent : un homme grâce à qui la fabrication de masques est rendue possible. On le voit au volant lors d'une tournée, soit il livre des kits, soit il collecte le travail des bénévoles. C'est grâce à sa gestion et à son sens de l'organisation que le réseau bénévole peut fournir les masques à la nation.

Mais la problématique dépasse celle des couturières volontaires et professionnelles comme en témoigne encore Annabelle : « Il y a aussi les étudiante-s dans des écoles de stylisme qui n'ont

pas eu d'autre choix que de coudre des masques à la chaîne pour valider leur année, les détenue-s qui cousent dans les centres carcéraux et les femmes sans-papiers, qui ont cousu et continuent encore à coudre en ce moment-même des masques malgré les douleurs liées à l'usure professionnelle, pour qui d'ailleurs nous demandons la régularisation. » À chaque situation, le collectif *Bas les masques* ajuste l'exigence de droits pour ces femmes.

Il est à noter également que le modèle capitaliste, que souhaitait questionner *Bas les masques*, n'a bien évidemment pas été abandonné par les pouvoirs publics lorsqu'ils ont émis les marchés publics. Là où le collectif parlait relocalisation, valorisation des savoir-faire et reconnaissance des droits de travailleuses sur le sol national, qu'elles soient belges ou pas, avec ou sans papiers, questionnant les marchés globaux et proposant la réimplantation de métiers de couture en Belgique comme en France, après des décennies d'implantation de la fabrication textile en Asie – là où la France comme la Belgique avaient pourtant des traditions historiques, pensons à la bonneterie en France. Les membres de *Bas les masques* réclament que soient soutenus et valorisés les secteurs du textile belge et français, et ainsi la main d'œuvre locale, mais les choix politiques dans l'attribution des marchés publics n'est pas à la relocalisation... Ainsi, l'entreprise luxembourgeoise Avrox – entreprise de... transport – se voit attribuer, par le gouvernement, la commande d'au moins 100 000 masques pour une valeur de 45 millions d'euros. Cette commande fera l'objet d'une saga largement détaillée dans la presse nationale<sup>7</sup>.

Annabelle continue d'alerter la presse et est invitée sur le plateau de la chaîne LN24. Ce jour-là, elle interpelle les politiques belges au sujet de la défense du travail des couturières, comme l'a déjà fait en France la députée La France insoumise de Paris, Danièle Obono, à l'Assemblée nationale. La députée Sarah Schlitz (Ecolo) répondra à l'appel, relayant une partie des revendications de *Bas les masques* dans une question parlementaire. À ce moment-là, il s'agit pour *Bas les masques* d'obtenir non seulement des droits pour les couturières, mais aussi que le gouver-

nement réalise une enquête quantitative afin de déterminer le montant des économies réalisées par le pays grâce aux couturières sans contrat.

Sarah Schlitz pose la question suivante : « *Madame la Ministre, pourriez-vous commander une étude au niveau fédéral afin de déterminer combien de masques ont été produits bénévolement, par combien de couturières, combien l'ont été de manière bénévole et quelle somme non-dépendée par les institutions et les entreprises cela représente ?* ». La Ministre fédérale de l'Emploi, Nathalie Muylle, répond en ces termes : « *Je ne peux pas faire une étude sur ces prestations. Cette étude des heures pourrait servir à payer une indemnisation par la suite. J'apprécie vraiment mais le bénévolat, c'est le bénévolat. Nous devons lui apporter tout notre soutien. Je n'ai pas l'intention de faire des études sur ce sujet pour voir combien d'heures elles ont consacré à ce travail* »<sup>8</sup>

Pour Annabelle Locks, la réponse de la ministre résonne comme une forme de promotion de travail au noir, qui prive les travailleuses de cotiser dans les caisses de chômage, de retraite, de pécule vacances, etc., en plus de les priver d'un salaire !

Aujourd'hui, le collectif *lesmasques-debruxelles* a cessé la production. Les masques sont enfin arrivés en masse, au terme de ce feuilleton rocambolesque. Mais *Bas les masques* continue son travail politique de revendication. Les contacts continuent actuellement en ce sens avec la Ligue des droits humains, qui a par ailleurs élu *Bas les Masques* comme lauréat au prix Régine Orfinger-Karlin, qui récompense « une personne ou une association œuvrant à la protection et à l'aide des groupes vulnérables qui s'est distinguée en mettant en évidence la nécessité de la résistance aux atteintes aux droits humains ». Ce premier prix constitue la reconnaissance au moins symbolique du mouvement, qui ne lâche pas ses revendications premières et continue de rencontrer régulièrement la Ligue qui les a suivies.

Par ailleurs, Annabelle Locks a proposé à un groupe de femmes professionnelles du textile et des métiers de l'aiguille de continuer l'aventure du travail collectif comme expérience enrichissante là où la couture peut, parfois, être un métier

solidaire. Réunies sous le label « Victoire & the Needles », elles proposent tout un ensemble de métiers liés à la couture, de la retouche à la création textile. Le titre en a été choisi après la découverte de l'histoire de Victoire Cappe (1886-1927), couturière qui créa en 1907 le « Syndicat de l'aiguille » et les Ligues ouvrières féminines chrétiennes (qui deviendra par la suite le mouvement féministe Vie féminine), afin d'améliorer les difficiles conditions de travail des professionnelles de l'époque. Placées dans le droit fil de cet héritage, ces actuelles couturières entendent bien perpétuer ces savoirs féminins dans une gestion féministe, avec, invariablement, les mêmes buts à défendre. Car pour les femmes, d'aiguilles ou d'autres métiers, là et ailleurs, rien n'est jamais acquis, et tout est à toujours, au point de croix, de chausson ou au surfil, à retravailler. ■

---

1 <https://www.lalibre.be/belgique/societe/maggie-de-block-a-fait-detruire-des-masques-de-maniere-irreflechie-ils-auraient-pu-sauver-des-vies-lors-de-la-premiere-vague-de-coronavirus-5f7de20bd8ad587d9784f5f7>

2 [https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/masques-sanitaires/crise-sanitaire-jerome-salomon-mis-en-cause-par-le-senat\\_4214887.html?fbclid=IwAR2p5-aGPpIOAaxsfTh96NabMN-hcXwisgv0LU-19cBvvTQRdQxlZov6pcl4](https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/masques-sanitaires/crise-sanitaire-jerome-salomon-mis-en-cause-par-le-senat_4214887.html?fbclid=IwAR2p5-aGPpIOAaxsfTh96NabMN-hcXwisgv0LU-19cBvvTQRdQxlZov6pcl4)

3 Le premier appel en Belgique a été lancé par l'entreprise *Travie*, proposant de livrer des kits de fabrication de masques à leur domicile, puis de récupérer les masques une fois confectionnés.

4 Lutte contre le coronavirus : si les femmes s'arrêtent, les masques tombent - Axelle Mag.

5 Discours à la LDH.

6 G. Mensitieri, *Le plus beau métier du monde. Dans les coulisses de l'industrie de la mode*, Paris, la Découverte, 2018.

7 Voir entre autres l'article de Arthur Lejeune, Rtb, 23 septembre 2020 : #Investigation : Avrox, mystérieuse société aux 15 millions de masques (rtbf.be).

8 Question à la Ministre Muylle sur l'estimation du travail bénévole des couturières pendant la crise sanitaire - Sarah Schlitz.

---